

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

LUNDI

3

NOVEMBRE

1975

N°26

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## editorial espagne 39 ARRESTATIONS c'est la continuité

Franco n'en finit pas de débarrasser l'Espagne de sa présence. Cependant, la bataille de la succession est ouverte. Et chacun de spéculer sur l'«ouverture», la «libéralisation».

En quelques heures, cette comédie a été mise à nu. Le pantin Juan Carlos de Bourbon a présidé son premier conseil des ministres à titre de chef d'Etat - intérimaire -. Des jours durant, il avait présenté l'exigence de n'être nommé qu'à titre définitif : il a fini par céder. Une fois de plus, il remet son sort entre les mains des vieux dignitaires du franquisme. Rien de nouveau chez cet individu, élevé par les fascistes dès son plus jeune âge pour assurer la continuité du régime, investi par Franco lui-même de la charge de successeur, et qui a juré fidélité aux principes de la phalange.

Le jour même, plus de trente opposants étaient encore arrêtés. Et si le responsable du parti socialiste qui en faisait partie a été libéré, on est toujours sans nouvelles de nombreux militants basques pris dans cette vague.

Cependant, à Paris, se tenait une conférence de presse annonçant l'accord passé entre la «junte démocratique» (constituée à l'initiative du PCE) et la «plateforme de convergence» (regroupée à l'initiative du parti socialiste).

Ces deux mouvements, qui ont rallié l'un et l'autre de vieux éléments du régime franquiste, se prononcent pour une «rupture démocratique», obtenue par la lutte «pacifique». Formule qui traduit leur divergence avec le projet de Juan Carlos, la tentative pour mettre en place une transition en douceur vers un régime démocratique bourgeois. Mais le texte adopté indique aussi leur compromission avec l'oligarchie franquiste : la «junte» et la «convergence» ne se prononcent même pas, en effet, sur leur attitude à l'égard du futur «roi d'Espagne», ce qui peut ouvrir la voie à un compromis.

Deux camps se forment donc dans les forces politiques non révolutionnaires espagnoles. D'une part, les partisans du maintien du franquisme, d'autre part, ceux qui voudraient une démocratie bourgeoise. Mais aussi, apparaît en pleine lumière la continuité de la chaîne de ces forces : des plus ultras des phalangistes au parti révisionniste, chacun ménage ses alliances avec ses plus proches voisins politiques. S'ils sont en désaccord sur la façon de faire face à la mobilisation des masses, tous sont d'accord sur la nécessité de maintenir un régime d'oppression.

Jean LERMET

## AIR FRANCE, ORLANE, SOVIREL DES LUTTES PROLONGEES

(voir article page 5)



## marche interdite

Lire en page 4 notre article.

## 15 000 MANIFESTANTS A BAYONNE

### CHIRAC MENACE

Dans une circulaire qu'il vient de publier, Chirac rappelle «l'interdiction des activités politiques dans les locaux de l'administration» ; bien évidemment, il ne s'agit pas des activités politiques des patrons. Chirac énumère en effet toute une série de menaces contre les travailleurs : il rappelle «l'obligation de faire évacuer les locaux en cas de grève», l'interdiction des «tracts, réunions, affichages» à caractère politique ; il menace de plainte en justice, d'intervention plus rigoureuse de la police.

Cette circulaire s'intègre donc dans le plan d'ensemble de répression des luttes des ouvriers et employés : renforcement policier, interventions de CRS, attaques de syndicalistes en justice, etc... Et, en la matière, Chirac prend directement ses leçons en Allemagne, où la répression politique et syndicale ne cesse de s'aggraver et où les militants sont traqués : tout communiste peut être chassé de son emploi dans l'administration.

Sous couvert d'interdiction de la «politique», la circulaire vise en

fait la répression des luttes politiques et syndicales. Mais si Chirac menace aujourd'hui, il trahit sa faiblesse. Comme le disaient nos camarades d'Air France «Les CRS, c'est la preuve que la bourgeoisie a peur de nous». La circulaire exprime, elle aussi, la peur du développement de luttes d'ensemble dans la fonction publique. Et ce n'est pas le petit papier de Chirac qui empêchera les travailleurs de transformer cette peur en recul de l'Etat patron.

P. L.

# la vie du journal

## DANS NOTRE COURRIER

### Indispensable !

« Bien que pas toujours d'accord avec le Quotidien du Peuple, son existence me semble indispensable par la façon dont il montre les luttes des ouvriers. Aussi, je voudrais aider le Quotidien du Peuple. Ouvrier victime des réductions d'horaires, je ne peux envoyer d'argent, mais si vous me faites parvenir des auto-collants, je pourrais les coller et faire connaître le journal autour de moi. »

J. W. Melun

### Applaudi...

« Au CHU, les étudiants hospitaliers sont en grève... Lorsqu'ils ont appris que les ouvriers d'Hoover étaient en grève, des étudiants ont applaudi... »

de Dijon

### Espagne.

« Dans les articles sur l'Espagne des derniers jours, il est donné trop d'importance à l'analyse et à la présentation des forces réactionnaires espagnoles. Il s'agit là de forces déclinantes dont le caractère réactionnaire est connu. D'autres questions se posent : faire le point sur l'influence de la Junta Démocratique, où en est le mouvement des masses en Espagne ? Quelle est la situation politique dans la classe ouvrière espagnole ? On ne sent pas le peuple espagnol en lutte à travers les articles du journal. Ce serait le rôle du Quotidien du Peuple de présenter cet aspect là, face au silence total de la propagande bourgeoise sur les peuples d'Espagne. »

de Marseille

Le développement des luttes en Espagne ces dernières années, c'est une question que le Quotidien du Peuple va aborder très prochainement.

### Quelles libertés ?

« Je me réfère à votre article dans le « QUOTIDIEN DU PEUPLE » du 24 octobre : « quelles libertés défend le PCF », et j'aimerais bien éclaircir quelques points. (...) »

Les faux communistes du P«C»F défendent l'Etat bourgeois, de bonne foi ou non. L'Etat bourgeois c'est l'instrument principal entre les mains de la bourgeoisie dans ses efforts de casser chaque mouvement des ouvriers, chaque mouvement populaire qui lui semble dangereux. S'il s'agit d'une grève d'ouvriers ou d'un mou-

vement du peuple ( par exemple contre la construction d'une centrale nucléaire qui met en danger la santé de la population ) partout apparaissent les «forces de l'ordre», de l'ordre bourgeois, bien sûr. Les libertés bourgeoises, c'est la liberté de la minorité d'exploiter la majorité.

Le prolétariat et le peuple n'ont pas intérêt à maintenir un tel ordre. Chaque révolution prolétarienne détruit l'Etat bourgeois avec ses «droits» en papier et le remplace par la plus grande démocratie pour le peuple, la dictature du prolétariat organisée d'après les principes de la Commune. Ces principes ne sont pas lettre morte. Ils vivent non seulement en Chine et en Albanie, mais aussi dans les luttes populaires aujourd'hui. Les masses qui luttent contre la destruction d'un parc public («colline verte» à Grenoble) et qui empêchent le commencement des travaux, que font-elles sinon réclamer et exercer le droit de décider elles-mêmes des questions publiques ? Les soldats quand ils informent le peuple sur les tracasseries chicanières dans les casernes, sur les exercices contre les grèves et les manifestations, que font-ils sinon agir déjà (consciemment ou non) dans la direction : pour une armée populaire ? (...)

Seul cela permet une critique profonde du révisionnisme. Cela sert d'étalon auquel on peut mesurer le «programme démocratique» du P«C»F qui prétend vouloir défendre les droits des masses contre la bourgeoisie et qui en fait défend la bourgeoisie contre les masses. (...)

un lecteur régulier de Grenoble

### correspondances ouvrières et paysannes

#### OCCUPATION D'UNE FERME PAR DES AGRICULTEURS A SAINT-ETIENNE, VALLÉE FRANÇAISE (CÈVENNES)

Voilà trois mois qu'un couple d'agriculteurs avec trois enfants avait demandé un bail pour une exploitation qu'ils possédaient un ancien militaire. En vain. Il ne travaillait pas cette terre comme plusieurs autres propriétés attenantes. Il voulait spéculer sur ces terres, les revendre à des industriels du tourisme, seule industrie rentable dans cette région pour ceux qui possèdent des capitaux. Aussi, avec l'aide de 150 agriculteurs, ouvriers agricoles et travailleurs de la région, l'occupation a commencé le dimanche 26 octobre malgré la présence d'un hélicoptère dans le ciel.

Ils ont envoyé un chèque en règlement de la 1<sup>re</sup> année de bail.

Par cette action, il s'agit aussi de combattre la politique d'assassinat des Cèvennes. C'est le droit à l'outil de travail, c'est le droit de vivre au pays qu'il s'agit de défendre contre la politique de la

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.**  
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
**QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
en téléphonant au :  
**208 65 61 PARIS**  
de 8h30 à 13h.

bourgeoisie qui fait de cette région (Gard, Hérault, Lozère) une zone où le chômage occupe un des premiers rangs en France. Le pays se vide. Les fermes s'écroulent. Les écoles, les gares, les postes, les usines se ferment.

Ces agriculteurs veulent prouver qu'il est possible de vivre dans ce pays malgré les statistiques des technocrates qui condamnent toutes les zones de montagnes.

Soyons solidaires et soutenons les agriculteurs de Saint-Etienne Vallée Française !

Envoyons des messages de sympathie à : Couerchon-Agulhon - Le Bosc-Droubies - 48 St-Etienne Vallée Française.

Le droit au travail doit l'emporter sur le droit à la propriété !

Correspondant



La semaine dernière, l'UL CFTD de Conflans Ste Honorine (Yvelines) a pris l'initiative d'une distribution de tracts au bureau de chômage en vue d'organiser les chômeurs et les travailleurs actifs dans un Comité de lutte contre le chômage. C'est près de 450 travailleurs sans emploi qui viennent pointer, parmi eux, beaucoup de femmes, et de jeunes... la plupart ne touchent rien ; depuis 3 mois, 4 mois au chômage, l'ASSEDIC n'a encore rien versé, pour les jeunes sortant des CET, c'est clair, ils n'ont droit à rien. Beaucoup de travailleurs sont jetés sur le pavé, sans ressources, tel ce vieux travailleur qui n'a pour vivre qu'une maigre pension d'accident du travail de 1 000 F par trimestre, ou, tel autre, ouvrier-maçon licencié il y a 6 mois avec 13 autres compagnons et qui ne reçoit que 18 F 00 par jour pour nourrir sa famille ( 5 enfants ). Cette jeune ouvrière ( soudeuse dans l'électronique ) qui, brûlée aux yeux, ne peut plus continuer le travail de sa qualification, et à qui on ne propose rien depuis 4 mois !

Ce premier contact avec les travailleurs sans emploi de notre localité est riche d'enseignement. Notre tract, nos propositions d'organisation ont été très bien accueillis, mais il nous reste à vaincre la résistance, l'isolement dans lequel cette gangrène du capitalisme, le chômage, plonge ces travailleurs. Il nous faut rendre encore plus concrètes avec les quelques chômeurs qui sont venus à l'UL le soir même, nos perspectives de lutte.

Correspondants Conflans militants C.F.D.T.

### le quotidien du peuple

**AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE**

### JE SOUSCRIS

10 F      50 F      100 F      F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

**POUR UNE PARUTION 6 JOURS SUR 7**

**POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN Rasseublons les 15 millions tout de suite !**

Des lecteurs nous écrivent pour le lancement de la campagne des douze pages :

de Beauvais :  
« Je souscris 100 F pour un Quotidien du Peuple dont l'existence et l'évolution m'enthousiasment. J'attends qu'une réunion de lecteurs se tienne à Beauvais »

J.-L.R.

## gagnons la bataille de la diffusion

**poursoutenir le Quotidien... l'acheter chaque jour au même endroit !**

Nous avons déjà expliqué la nécessité d'ajuster patiemment notre réseau de diffusion à nos besoins, et sur les problèmes que cela peut susciter.

Mais ce travail pour lequel de nombreux lecteurs n'hésitent pas à consacrer du temps, risque d'être complètement inefficace si nous avons une politique anarchique dans l'achat du journal. En effet une condition pour que les marchands de journaux prennent au sérieux nos réclamations, c'est qu'ils constatent

### Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie .....  
(donner précis de la librairie)  
au kiosque .....  
de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville .....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre un dépôt ..... (nombre)

### NANTES : meeting de soutien au quotidien

Plus d'une centaine de personnes ont assisté jeudi dernier, à Nantes, au meeting de soutien au «Quotidien du Peuple».

Meeting ouvert et présidé par le camarade André Roustan, président du PCR (ml) qui, à l'occasion du 34<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat des 50 otages de Nantes et Chateaubriant, montrait en quoi notre combat révolutionnaire d'aujourd'hui s'inscrit dans la tradition des luttes exemplaires de notre peuple, symbolisée par le sacrifice de ses patriotes. Hommage qui, par son caractère militant, tranchait nettement sur celui rendu, un peu plus tôt, par le révisionnisme Juquin.

Ensuite, des témoignages de travailleurs et de jeunes de Nantes expliquaient comment le chômage frappe, de manière particulière, notre région. La seconde partie du meeting était consacrée au quotidien, à partir du bilan qu'il est possible de tirer au terme de quatre semaines de parution.

Cette seconde partie s'ouvrait sur un journal parlé local et se concluait par un débat. Beaucoup ont apprécié les témoignages et la présentation vivante du journal.

Nul doute que le cercle régulier du quotidien qui s'ouvrira vendredi 7 novembre, et qui rédigera un supplément local hebdomadaire rencontrera un large écho.

### communiqués

#### VILLEURBANNE

Réunion de lecteurs du Quotidien du Peuple :

Lundi 3 Novembre  
Palais du Travail

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
Imprimé par L.M.F.  
Diffusé par les NMPP

# face aux solutions bourgeoises à la crise, LES REPONSES DES TRAVAILLEURS

## LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



Poursuivant notre enquête sur ce que pensent les travailleurs des solutions bourgeoises de droite ou de gauche à la crise, nous publions aujourd'hui le compte-rendu d'une discussion avec des déléguées syndicales de Jaeger-Caen, les propos recueillis auprès de travailleurs de la Saviem à Caen par des camarades et plusieurs correspondances que nous venons de recevoir.

### JAEGER-CAEN

#### «IL FAUDRAIT UN GRAND COUP DE BALAI»

Non, vraiment pas plus que le plan de relance de Giscard, le programme commun ne soulève guère d'enthousiasme. Quand nous posons la question : et le programme commun de «l'union» de la gauche ? Va-t-il nous sortir de la crise comme il le prétend ? Les réponses, à quelques nuances près, sont les mêmes. C'est aussi le cas avec ces déléguées syndicales de chez Jaeger à Caen, avec qui nous avons discuté :

**QdP :** Dans votre usine, quelle confiance les ouvrières ont-elles dans la gauche et son programme commun ?

**Ginette :** Personnellement, je ne pense pas que le programme commun change grand chose. S'il y a un changement, il faudra qu'il soit politique... Le programme commun, ça ne peut suffire en aucun cas. Je pense qu'il faut aller bien plus loin.

**Michèle :** Moi, je crois qu'il faut un «coup de balai magistral».

**QdP :** Pouvez-vous préciser sur quoi porte la méfiance envers le programme commun ?

**Ginette :** Il y a beaucoup moins d'emballement pour la gauche. Aux présidentielles, ça pouvait apparaître comme quelque chose de crédible, mais aujourd'hui...

**QdP :** Les filles pensent-elles que malgré tout, même si on ne change pas radicalement les choses, la gauche c'est quand même mieux que la droite et qu'on aurait quand même quelques avantages qui sont dans le programme commun ?

**Ginette :** Je vais te dire franchement. Je n'ai jamais discuté avec les filles du contenu du programme commun et même je ne l'ai pas lu. On n'en parle jamais sur les chaînes. Mais tu vois la méfiance, aussi bien envers le programme commun que pour la lutte revendicative immédiate, c'est surtout que rien n'est clair, rien n'est bien défini pour savoir où aller. Ce qui nous est proposé ne mobilise pas les filles, ne les intéresse pas.

**Geneviève :** Moi, je ne veux pas d'une gauche PS ou PC. Je veux une gauche qui représente vrai-

ment les travailleurs et qui leur permette de prendre leurs affaires en main.

C'est cette volonté de changement toujours affirmée dans toutes les discussions et tables rondes que nous organisons, qui s'affirme encore. Mais pas d'un changement bidon du genre : «on prend les mêmes (ou d'autres) et on recommence». Non, un changement radical, une autre organisation de la société, un «coup de balai magistral» comme le disait Michèle. C'est sans doute ce que veut dire Ginette lorsqu'elle affirme qu'il faut un changement politique. En fait, c'est un changement de politique que veulent les travailleurs. Et Ginette conclut, quand on lui demande comment elle voit ce changement : «toujours pas par des élections. Non ce sera un gros coup dur».

### S.M.N.

## discussions autour de la crise

La cellule du PCR de la SMN à Caen nous écrit :

Camarades,  
Une première correspondance sur quelques réflexions de lecteurs du Quotidien recueillis par la cellule dans l'usine au cours d'une discussion à propos du débat sur la crise. D'autres correspondances suivront pour apporter la contribution et les réponses apportées par la cellule du Parti à la SMN au débat sur ces questions importantes qui se posent dans les masses aujourd'hui :

• Les travailleurs se représentent la situation politique comme un net affaiblissement du capitalisme et ils disent que ça ne va pas durer. En un mot, pour eux, il va se passer quelque chose ! Mais quoi ? C'est encore un peu l'incertitude... L'État n'apparaît pas comme sérieux. Certains disent «Giscard est malin, mais il ne pourra pas rester bien longtemps !» Mais il y en a qui ont du mal à faire le lien entre le renforcement policier et le visage

libéral de Giscard. Ils ont tendance à incriminer Ponia tout en croyant à une possibilité de gouvernement Giscard avec la gauche. La plupart, par contre, ne croit guère aux plans de relance de Giscard comme de Marchais, et disent que c'est du bidon !

• La plupart ne se font pas beaucoup d'illusions sur la gauche mais pensent quand même qu'une fois au pouvoir les travailleurs pourraient plus facilement les acculer à des changements. C'est l'idée d'un «débordement» qu'on rencontre. Mais la querelle PC/PS apparaît comme affaiblissant les perspectives de gauche. Les gars commencent à douter sérieusement de certains politiques du genre Fabre et Mitterrand. L'accession de la gauche au pouvoir n'est pas du tout ressentie comme une possible prise de pouvoir par les ouvriers. Les gars disent souvent : «Il y aura des gens pour faire la politique, et d'autres, toujours les mêmes, pour travailler».

### DES TRAVAILLEURS ÉCRIVENT...

A propos du mot d'ordre de l'Union de la Gauche, de la retraite à 60 ans comme solution au chômage, nous avons reçu plusieurs correspondances d'entreprises dont nous publions les extraits suivants :

«La retraite à 60 ans, au taux où on nous l'accorde, c'est plutôt le licenciement à 60 ans. Ça ne créera pas d'emploi, bien que ce soit une bonne chose d'avoir la retraite plus tôt. D'ailleurs, quand le Centre d'Application est passé à 40 h., ça n'a pas amené d'emplois. C'est même à ce moment-là qu'on est passé de 300 à 220. Alors, qui veut-on duper ainsi ?...»

Des camarades de Produits Chimiques Uguine Kuhlman, Levallois.

«Au dépôt de Nantes, il y a eu 27 départs en retraite cette année, aucun nouvel embauché, aucun commissionnement en conséquence, «en échange»... La retraite ne crée pas d'emploi. D'ailleurs, nous nous l'avons à 50 ans, et nous ne voyons pas pourquoi il n'y aurait que les roulants dans ce cas. On est solidaire de la lutte pour la retraite à 55 ans, 50 ans pour les travaux pénibles, mais pas comme «solution au chômage», comme droit légitime !»

Un lecteur, roulant SNCF de Nantes.

«Dans la boîte, bien entendu tous les anciens, usés par le travail, voudraient la retraite à 60 ans, et même à 55 ans. Mais seule une minorité voit là une solution ! Ce qui aide à comprendre, c'est le fait que lors de 80 mises à la pré-retraite, on a bien remarqué que si on n'a pas vu d'embauche en retour, par contre les cadences ont augmenté nettement ! C'est assez parlant pour nos camarades de travail. D'autant que dans les ateliers à postes individuels de travail, le boulot des retraités retombe souvent sur les autres, du fait que l'embauche ne suit pas.»

Cellule Brandt-Clapem du PCR (mf), de Lyon.»

### SAVIEM A CAEN

## «le programme commun c'est pas la solution»

**QdP :** Etes-vous touché par le ralentissement de la production ?

**R :** Oui. Beaucoup de postes tournent au ralenti. Il y a beaucoup de mutations d'ateliers.

**QdP :** Et quelles sont les réactions des ouvriers dans l'usine ?

**R :** Ils sont dans l'indécision. D'un côté ils voudraient bien se battre parce que les salaires c'est pas ça. Mais d'un autre côté, ils ont peur de je ne sais pas trop quoi, peut-être, s'ils font la grève de perdre le peu qu'ils ont actuellement. Et puis aussi peur de perdre leur boulot, en ce moment...

**QdP :** Est-ce que le plan de relance de Giscard est pour quelque chose dans l'absence de luttes ?

**R :** Pas du tout. Les gars sont pas fous. Ils savent bien que ce plan de relance ne les concerne pas. Que pour eux c'est le plan de relance du chômage. Quant aux 250 F de la rentrée, ça fait longtemps qu'ils sont partis.

**QdP :** Et l'autre solution pour sortir de la crise, le programme commun ?



grève de la cantine à la SAVIEM

**R :** Alors là, tu vois la gauche ça a marché un moment mais maintenant les gars n'en parlent pas beaucoup. De toutes façons quand ils en parlent c'est pour dire que si c'était la gauche au pouvoir ça ne résoudrait pas la crise et le chômage.

**QdP :** Les ouvriers analysent-ils le programme commun comme un moyen de gérer la crise ?

**R :** Je ne pense pas qu'ils en soient

arrivés là dans leur majorité, mais de toute façon pour eux (et pour moi aussi d'ailleurs) ce n'est pas la solution.

**QdP :** C'est quoi la solution alors ?

**R :** Si on pouvait obtenir satisfaction sans bagarres ce serait bien mais je pense que nous n'avons pas tellement le choix des moyens. Il faudra bien que ça pète un jour ou l'autre.

**politique**

**UNE AUMÔNE POUR 100 PERSONNES AGÉES.**

Grâce à la bonté du secrétaire au Tourisme Ducray, 100 vieillards prendront l'avion aujourd'hui pour Perpignan, afin de passer une semaine dans le Roussillon.

100 personnes sur des millions de vieillards qui ne peuvent pas partir en vacances, qui en sont réduits à vivoter sans pouvoir manger, sans chauffage, quelle aumône scandaleuse !

Une semaine dans la vie des vieux travailleurs dont l'une déclarait qu'elle n'était pas partie depuis 1932 !

Merci Monsieur Ducray !

**A ST. JEAN BONNEFONDS, LA JUSTICE...**

On se rappelle de l'intervention sauvage des flics à l'hôpital de Saint Jean Bonnefonds en juin dernier ; ils avaient embarqué de force au commissariat des travailleurs hospitaliers en lutte, et même une malade. Que cette malade ait subi, à cause de cela, une aggravation de sa maladie, n'inquiète en rien les tribunaux de Lecanuet ; ils ont en effet classé l'affaire, malgré une plainte déposée par le Dr. Gaudin, de l'hôpital. Par contre, le tribunal correctionnel de St. Etienne a condamné vendredi un élève infirmier, R. Noir, à 15 jours de prison avec sursis et une amende de 50 francs pour avoir parait-il brisé une vitre du car de police, lors de l'agression policière. Qui niera qu'il s'agit à St. Jean comme ailleurs, d'une justice de classe ?

**ENCORE DES MILITANTS PAYSANS CONDAMNÉS.**

Le tribunal de Morlaix vient de condamner huit agriculteurs du Finistère sévèrement, en application de la loi «anti-casseurs». Les faits qui leur sont reprochés remontent à juillet 74, pendant les manifestations de milliers de producteurs de lait. Les condamnés sont les otages pris par les juges bourgeois pour faire payer les dégâts à la préfecture et au centre des impôts de Morlaix. Le scandale de la loi scélérate «anti-casseurs» a permis de les condamner à 65 000 francs de dommages et intérêts pour l'Etat, en plus des peines de prison.

**LES TRIBULATIONS DE SANGUINETTI.**

Depuis l'élection de Giscard, Sanguinetti de l'UDR n'a pas cessé d'osciller entre des critiques feutrées et des louanges pour le président. Mais, à mesure que s'annoncent de nouvelles élections, son ton se libère. En effet, alors qu'il déclarait en juillet 74, à propos de Giscard : «La vigilance ne s'impose plus», et qu'il passait la main à Chirac «avec son total soutien», le voilà qui déclare au «Journal du Dimanche» que l'élection présidentielle a été «la lutte de deux borgnes» ; «il y avait, dit-il, un borgne qui avait un œil meilleur que l'autre», c'est-à-dire Giscard. Du soutien total en mai 74 à la fine bouche en octobre 75, quel signe des contradictions grandissantes dans la majorité de Giscard !

**LA MARCHÉ INTERDITE : 15000 MANIFESTANTS A BAYONNE**

Hendaye, en ce matin de la Toussaint, est transformé en véritable camp retranché par plusieurs milliers de CRS et de gardes mobiles. A l'entrée de la ville, sur la RN 10 qui suit la côte en surplombant l'océan, un peloton de gardes mobiles arrête toutes les voitures, les fouille, note les numéros et refoule toutes celles qui ne sont pas immatriculées dans le département. Même scénario, à l'Est, sur la route qui vient de l'intérieur et mène à Béhobie. A tous les points de passage de la frontière et jusqu'au bord de la plage, s'étirent de longues files de cars de CRS. Sur le boulevard de la plage, un groupe de command-cars et d'hommes sur pied de guerre, fusils et pistolets mitrailleurs... Au bas des rues, qui descendent de la colline, des gardes mobiles le mousqueton en bandoulière complètent le dispositif. La ville est quadrillée.

«Je n'ai jamais vu ça de ma vie» nous dit un vieil Hendayais. Les gens sont étonnés et souvent, sous la plaisanterie, l'irritation affleure.

Les rues sont jonchées de tracts signés du «Collectif antifasciste hendayais» (PCF, PS, PSU, CFDT, CGT). Ces tracts, certes, dénoncent la solidarité entre les gouvernements français et espagnol et affirment que la décision du préfet des Pyrénées Atlantiques d'interdire la manifestation constitue une provocation, mais surtout ils concluent : «afin de ne pas tomber dans le piège des affrontements rendus inévitables par cette décision de dernière minute, le comité antifasciste se voit dans l'obligation d'annuler son appel du 29 octobre 75» !!

A 50 km au nord d'Hendaye, les cars et les voitures des manifestants s'arrêtent à Tarnos. Les manifestants se regroupent sur un vaste terrain qui borde la RN 10. Une sono renseigne les arrivants. Une crèche est à la disposition des parents qui ont amené leurs enfants. La marche aura tout de même lieu, mais elle partira de Tarnos pour se diriger vers Bayonne.

A 14 H, les 15 000 manifestants se mettent en marche. Ils crient leur haine pour le régime fasciste de Franco et dénoncent la complicité du gouvernement français avec le dictateur assas-sin. Les drapeaux basques, les bannières du FRAP, les emblèmes rouges claquent sous une violente pluie d'orage. Les cinq camarades exécutés le 27 septembre et tous les militants victimes de la répression franquiste

ne sont pas oubliés. «Ils seront vengés. On peut abattre des révolutionnaires, on n'abat pas une révolution».

Le Pont-Saint-Esprit, à l'entrée de Bayonne, est bloqué par un nombre imposant de CRS prêts à l'affrontement. La marche s'arrête alors et se termine par un meeting où plusieurs orateurs, notamment un camarade du FRAP, expriment la détermination commune à continuer la lutte.

La marche sur la frontière espagnole s'est transformée en une marche sur Bayonne, car la complicité du gouvernement français avec la dictature fasciste espagnole, pour cette journée, a déplacé la frontière, en déployant un vaste dispositif de forces de répression.

de notre correspondant

**budget des armées : un budget de crise**

Le vote du budget 76 à la défense nationale a été acquis à la fin de la semaine dernière. Presqu'un franc sur cinq des recettes de l'Etat -impôts prélevés sur les travailleurs- vont à la défense; c'est dire son importance. Une progression moyenne de ce budget de 14 % recouvre en fait des réalités diverses.

**LA STRUCTURE DES DÉPENSES MILITAIRES.**

Les «dépenses ordinaires» (personnel, carburant, entretien) augmentent de 17%. Et, parmi elles, les frais de personnel représentent maintenant les 3/4, alors qu'elles n'étaient que les 2/3 il y a dix ans. Parallèlement, la part des dépenses d'équipement, matériels nouveaux (qui n'augmentent que de 10%) ne cesse de diminuer : ils ne représentent cette année que 42% du total contre 52% en 1968. Cela donne un indice pour comparer avec la période gaulliste, la bourgeoisie française est en effet aujourd'hui, en butte à des difficultés économiques telles qu'elle est contrainte de renoncer à une politique d'équipement spectaculaire, pour maintenir des effectifs suffisants de forces classiques. C'est pourquoi le débat au parlement s'est résumé à une série de lamentations sur la pauvreté inévitable de ce budget 76. «Dans la conjoncture actuelle» a dit l'UDR Le Theule, «il n'était pas possible de faire mieux». «Votez le budget en râlant comme je râle moi-même, mais faites-le», s'est exclamé le tortionnaire Bigeard.

**LA POLITIQUE NUCLÉAIRE.**

Dans ces conditions, les crédits d'équipement nucléaires, qui représentent, comme les années précédentes, près du tiers des autorisations de programme, ne doivent pas faire illusion sur les limites actuelles d'une politique militaire indépendante de la bourgeoisie française. Pour l'avenir, en effet, le gouvernement n'a plus de programme à long terme. Alors que, depuis 1960, trois plans quinquennaux planifiaient ces dépenses, le gouver-



Bigeard à la chambre : «votiez en râlant, mais votez quand même».

nement a refusé de s'engager sur une nouvelle «loi-programme» militaire ; en cette matière comme en d'autres, il en est réduit au «pilote à vue». La fin du programme 70-75 marque d'ailleurs un échec puisque les dépenses militaires représentent aujourd'hui 3% du produit national, alors que le plan prévoyait 4,8%. Aucun des programmes futurs des armées n'est assuré ; il en est ainsi par exemple de l'avion ACF, prévu depuis longtemps ; même chose en ce qui concerne la Marine. Par ailleurs, en novembre 74, Giscard décidait d'arrêter la mise en place de nouveaux missiles de la force stratégique au plateau d'Albion.

**HÉSITATIONS ET FAIBLESSES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS.**

Ces hésitations qu'on retrouve dans les chiffres du budget traduisent la situation actuelle de l'impérialisme français : sa diplomatie est faite de concessions aux deux superpuissances et d'échecs face au juste combat du Tiers-Monde ; son industrie d'armement, dont l'existence même tient à l'exportation massive, est affrontée à une concurrence acharnée.

Cependant, ce qui reste essentiel, c'est la fonction de classe de l'armée bourgeoise : le «dernier rempart de la société libérale», comme l'a appelée Galley,

ministre des armées sous Pompidou.

Le budget accorde de gros crédits à la gendarmerie, responsable de la Défense Opérationnelle du Territoire (DOT) ; la DOT, créée après mai 68 vise principalement à contrôler les principaux points stratégiques du territoire en cas de luttes généralisées ou d'insurrection. La gendarmerie voit ses crédits augmenter de 20% et elle bénéficie des seules augmentations d'effectifs de cette année (1 000 gendarmes). De même, la place tenue par les frais de personnel dans ce budget exprime la nécessité pour les capitalistes de payer grassement des gardes-chiourmes. L'effort fait cette année pour la «revalorisation de condition» des cadres d'active est clair à ce sujet. Enfin, dans une moindre mesure, l'importance des «dépenses ordinaires» traduit aussi le poids des quelques mesures qui ont été prises pour la solde des appelés. Le gouvernement a dû céder sur ce plan afin d'enrayer les luttes des appelés, et de tenter de les empêcher de mettre en cause, plus généralement, le caractère répressif de la classe de l'armée.

En fin de compte, le budget 76 montre que la bourgeoisie ne saurait lésiner sur sa préparation contre «l'ennemi intérieur».

Paul LEFORT

**LA TOUSSAINT**

La Toussaint c'est traditionnellement le jour consacré au souvenir des morts. Pour la plupart des travailleurs, il ne s'agit pas d'une fête religieuse mais c'est l'occasion pour eux d'affirmer qu'ils n'ont pas perdu le souvenir de leurs proches disparus. Pour cette vieille dame qui porte le pot de chrysanthèmes blancs : «C'est le jour où je vais sur la tombe de mes parents, j'ai acheté des fleurs blanches celles que ma mère préférait ; pour moi ce n'est pas une question de religion, je suis libre penseur, ma mère n'a pas eu d'obsèques religieuses, mais je ne voudrais pas laisser passer le mois de novembre sans aller sur sa tombe !».

«Fête de tous les morts» nous dit-on, «on est égaux devant la mort». Pourtant ce n'est pas cette impression qui ressort de la visite d'un cimetière, les inégalités y sont aussi affirmées, qu'ailleurs. Monuments, caveaux orgueilleux qui ne se distinguent pas par leur bon goût, mais témoignent d'un unique souci d'en mettre plein la vue, d'affirmer une dernière fois, un statut social de dominant ; et pour les travailleurs une simple pierre tombale, un emplacement à peine marqué, si ce n'est la fosse commune.

Le Père Lachaise, cela évoque le Mur des Fédérés, où sont tombés les derniers défenseurs de la «Commune de Paris». Mais ce n'est pas que cela.

Un vieil habitant du quartier, qui a su retrouver les tombes des héros de juillet 1830, nous montre le monument funéraire de Thiers : «Vous voyez, ce nabot, cet assassin qui a fait fusiller tant d'ouvriers parisiens, il a droit à une véritable maison, la plus grande du cimetière !». La majeure partie des tombes sont celles des familles de la haute bourgeoisie. D'ailleurs le prix des concessions est si élevé que pour les habitants du quartier, il n'est pas question d'y avoir droit. Et lorsque des militants révolutionnaires, tel le dernier membre de la Commune, mort en 1942, ou l'ouvrier Pierre Overney, assassiné par la milice patronale de Renault, y sont enterrés, c'est grâce à des souscriptions populaires.

Le 1er novembre c'est aussi cela : l'inégalité devant la mort.

## Orléane la greve reprend

«Orléane, la greve reprend», c'est ce qu'on peut lire sur le panneau qui vient d'être réinstallé devant l'usine d'Orléans. Les travailleurs et travailleuses d'Orléane avaient repris le travail jeudi dernier en obtenant, entre autres, la cinquième semaine de congé payé, des journées payées pour les mères qui ont un enfant malade, 70 F pour tous au 1<sup>er</sup> octobre, le treizième mois, etc. En entrant dans l'usine ce jeudi, ils avaient décidé de se retrouver tous et très rapidement au cas où l'un d'entre eux ferait l'objet d'une quelconque remarque de la part de la maîtrise ou de la direction. Le lendemain, vers 13 h ils apprennent que la direction octroie une prime de 150 F pour les non grévistes. En moins de cinq minutes, comme il avait été prévu, ils se retrouvent tous, bien décidés à faire retirer au patron cette prime

## contre le chômage partiel à Berliet, la lutte continue

Le 28 octobre, s'est tenue une réunion extraordinaire du Comité d'Entreprise qui nous annonçait deux jours chômés en novembre, un en décembre et un en janvier. Pour cette année, cela fera treize jours chômés. Au niveau de chaque centre, de nombreuses délégations massives de travailleurs se sont rendus auprès de leur direction.

Au départ, les directions syndicales voulaient faire deux délégations de CDI, l'une allant à la direction du centre, l'autre, la plus combative, la ligne I, allant à la direction générale, où se tenaient les négociations syndicat-patrons. Sous la pression des travailleurs, c'est l'ensemble des ouvriers qui se sont rendus en manifestation à la salle de réunion, pour exiger :

- le paiement à 100 % des jours chômés,
- la classification AF 3 maximum pour les bonus,
- pas d'augmentation des cadences.

A notre arrivée, les gardes ferment les grilles. Les travailleurs commencent à les escalader. Le délégué révisionniste appelle les travailleurs au calme, insistant sur le fait que toute «provocation» risque d'entraîner la rupture des négociations. On se rend à une autre porte. Les travailleurs ouvrent la grille. La manifestation pénétra finalement dans la salle de réunion, mais les directions révisionnistes imposèrent le silence.

Suite à ces actions, les travailleurs se posent de nombreuses questions :

- pourquoi n'a-t-on pas fait une manifestation de tout Berliet, puisque les jours chômés, c'est pour tout le monde ;

- pourquoi la direction syndicale s'est-elle opposée à ce que les travailleurs escaladent les grilles, pourquoi ont-elles ensuite exigé le silence ;

- les résultats des négociations sont bien maigres : une demi-heure de réduction d'horaires hebdomadaire rémunérée, 1 % au 1<sup>er</sup> novembre, suppression de la lettre A de la grille (ce qui ne touche pas les ouvriers), paiement à 60 % des jours chômés (pratiquement pas de changement pour les bas salaires).

anti-greve. Et plusieurs ouvriers qui n'avaient pas participé au mouvement se joignent aux grévistes qui réclament aujourd'hui : le paiement intégral des jours de greve. Une non gréviste nous déclarait : «Quand j'ai appris que j'allais toucher une prime parce que je n'avais pas fait greve, j'en ai pleuré». Aujourd'hui le rapport de force s'est donc développé, même le Comité d'Entreprise qui jusqu'ici n'avait pas soutenu le mouvement s'est déclaré aujourd'hui solidaire de la greve (le CE est contrôlé par les cadres). Ceux d'Orléane sont bien décidés comme la semaine dernière à faire céder la direction.

La lutte commence aujourd'hui à avoir des répercussions sur Orléane : c'est «Quelle» (vente par correspondance) qui est entrée en lutte aujourd'hui pour l'augmentation des salaires et le temps de repos. Les piquets de greve de Quelle et Orléane s'aident mutuellement, le nombre d'ouvriers venant soutenir les piquets augmente lui aussi. La Section d'Entreprise du PCR (ml) d'Orléane développe le soutien sur Saint Gobain, Unélec, l'Entretien SNCF des Aubrais etc.

## Air France : face à l'intransigeance de la direction LES TRAVAILLEURS OCCUPENT LES LOCAUX

Orly Sud : l'occupation a été votée ce vendredi matin. Sur place, les différentes portes vitrées des locaux de travail, à quelques centaines de mètres de l'aéroport, sont fermées et sont recouvertes de panneaux «locaux occupés». Les travailleurs, à l'intérieur, sont assis aux tables et discutent par petits groupes. L'occupation s'organise. Un délégué appelle les travailleurs à venir s'inscrire pour les tours de garde de la nuit. D'autres sont chargés de s'occuper de la nourriture. Dans les bâtiments, des cadres se sont enfermés pour faire croire qu'ils ont été séquestrés afin de monter une minable provocation.

Au dehors, à quelques centaines de mètres, devant l'aéroport, des dizaines de cars de CRS attendent, prêts à intervenir, comme ils l'ont déjà fait le matin, pour empêcher 300 travailleurs d'occuper d'autres locaux. Devant chaque entrée de l'aéroport, un flic monte la garde. Certains sont en civil, déguisés en touriste, ou en travailleur pour faire croire qu'ils sont du personnel.

Cette occupation a été décidée suite aux décisions prises par le

Comité Central d'Entreprise d'Air France : en ce qui concerne le programme, une suppression de lignes et d'escalas a été prévue ; en ce qui concerne les dépenses, 10 % de postes devraient être supprimés, notamment à l'état-major et au service opérationnel.

Ce que veut faire accepter la direction aux travailleurs d'Air France, c'est le «plan de redressement» qui ne redresse rien du tout : il est prévu l'organisation de «départs volontaires», la mise en place de «congs sans solde», enfin le travail à temps partiel. Mais les congés sans solde, ce soi-disant «travail à temps partiel» et le reste, qu'est-ce sinon du chômage camouflé ? De plus, à ces congés sans solde s'ajoute le maintien du blocage des salaires, en restant ainsi aux accord conclus avec la CFTC et FO, syndicats minoritaires. Mais les travailleurs d'Air France, en votant l'occupation, en durcissant leur lutte, viennent de montrer qu'ils refusent ces plans. Il n'est pas question pour eux d'abandonner leurs revendications : augmentation des effectifs et de meilleurs salaires.

Richard FEUILLET

## SOVIREL : OCCUPATION DE CORNING-GLASS

Vendredi matin, Boulevard Péreire, à Paris. Nous sommes devant «Maillot 2 000», là où se trouve le siège français de Corning Glass, société américaine dont Sovirel est une filiale. Des cars s'arrêtent, très vite des banderoles sont déployées : «Non aux licenciements, Non au chômage, Non au démantèlement».

Ils sont là plus de 400, venus de Bagnaux près de Nemours. Depuis plusieurs semaines, ils multiplient les actions pour s'opposer à 181 licenciements et au chômage partiel. Ce vendredi, c'est «à la tête», comme nous dit un travailleur qu'ils s'en prennent.

Un embouteillage commence à se former et des policiers en civil viennent demander de laisser passer les voitures. «D'accord» répondent les responsables. Un service d'ordre se met en place... ou fait semblant. A peine les flics se sont-ils éloignés que tous n'ont qu'un cri : «On monte». Et tous de s'engouffrer dans l'immeuble. «Mais c'est surchauffé ici», «Ah, mais faut pas croire, on est riche quand même !» «L'embauche, c'est où ?». Les réflexions fusent. On s'arrête au quatrième, l'étage de Corning Glass. Devant tant de détermination, le directeur se voit contraint d'accepter une entrevue avec les délégués. En attendant, on s'installe. On discute avec le personnel administratif qui, bien sûr, n'a jamais entendu parler de greve à Sovirel.

«US go home», c'est le mot d'ordre qu'on peut lire sur un tableau noir.

A la vue du titre du «Quotidien du Peuple» sur la lutte à Orléane, les questions sont nombreuses. Un débat s'engage sur les luttes aujourd'hui. «Pour nous ce qui a beaucoup joué, c'est la situation à Idéal Standard à Melun, tout près de Nemours... On a vu



comment le patron a procédé : arrêt de l'embauche, mises à la retraite, puis chômage partiel et maintenant fermeture totale. On ne veut pas suivre le même chemin. «Sur la région, il y a aussi «Quartz et Silice» qui est en lutte, ajoute un autre militant CGT. On a fait des manifestations en commun, c'est important. «A Orléane, s'ils ont gagné, c'est qu'ils n'ont pas hésité non plus les gars... Un truc comme ça, cela réchauffe...» «Oui, il faudra qu'on affiche l'article sur les panneaux syndicaux, pour bien montrer que c'est possible de gagner», coupe un militant CFDT.

«Allez les gars, on part...» L'entrevue est terminée. Dans la rue, un bref compte-rendu tire le bilan de cette action. Le directeur américain a promis qu'il aurait un entretien avec son directeur de Sovirel, qu'il étudiera le dossier... «Le baratin habituel, tiens...», conclut un travailleur. «Oui, mais cette fois, il a vu de quoi on était capable, il sait qu'on ira jusqu'au bout.»

Pierre MOREL

«On s'installe...»

dans les bureaux du patron

## Cochin : licenciement d'une auxiliaire

COCHIN : Hôpital de l'Assistance Publique de Paris, connu pour certains de ses services de pointe...

2 500 personnes y travaillent. Chaque jour les malades subissent les files d'attente à la radio de deux heures. Tout cela parce que, pour rentabiliser au maximum le matériel et le personnel, on remplit les rendez-vous et on ajoute ensuite les urgences.

Aujourd'hui, pour comble, on licencie.

Marie France, mère de deux enfants, auxiliaire depuis quatre ans, alors que la titularisation devait intervenir au bout d'un an, se voit licenciée. Motif : «ses absences répétées...». Si Marie France s'absente, c'est qu'elle a un enfant malade et que la crèche refuse les enfants malades.

## en bref

LYON : 3 OUVRIERS TUÉS A LA CGEE EN 4 MOIS !

Encore un accident mortel à la CGEE-Alstom, c'est le troisième en quatre mois pour la seule succursale de Lyon. Le 24 octobre, des ouvriers de la CGEE-Alstom travaillent à arracher des poteaux téléphoniques. L'engin qu'ils utilisent est muni d'une flèche télescopique. Sous la pression, les pièces reliant la flèche à l'engin se cassent, la flèche tombe et le poteau en cours d'extraction s'abat et tue Benhoua Sadek. Le chauffeur de l'engin, lui, est projeté et blessé.

La responsabilité de la direction dans l'accident ne fait aucun doute : en effet, l'engin était en mauvais état, une des pièces maitresses qui a cédé au cours de l'accident avait été cassée et ressoudée.

Ce nouvel accident mortel a eu lieu au moment même où, à Lyon, les patrons du CNPF discutaient de la sécurité. Les travailleurs savent bien que tout ce que peuvent dire les patrons sur la sécurité n'est que mensonge. Ils s'organisent pour dénoncer largement ce nouvel accident et la politique de la direction de l'entreprise en matière de sécurité. Correspondant CGEE

## ROUBAIX

Jeudi après l'échec des négociations à Catrice (le patron n'accorde que 10 centimes au lieu de 50 et même 96 demandés), les ouvrières révoltées et décidées à gagner cédassent les portes d'entrée et s'enfermèrent à l'intérieur. 75 % ont voté pour la poursuite de la greve. «Personne ne doit travailler et surtout pas les cadres, ces larbins du patron». Mais une déléguée CGT fort embarrassée, rouvre les portes, ceci contre l'avis des travailleuses, sur l'ordre des dirigeants révisionnistes de l'Union Locale CGT.

De quel droit des directives venues de l'extérieur décident-elles de l'action des ouvrières en lutte ?

## BRETONCELLES LA LUTTE CONTINUE

Bretoncelles, la semaine dernière, huit camions pénétrèrent dans la cour de l'usine ex-Piron dans le but d'enlever les 150 tonnes de tôle (appartenant à Renault) et aussi très certainement des machines, les plus récentes (les dossiers de celles-ci étaient déjà préparés dans les bureaux).

Les travailleurs se sont mobilisés très rapidement et sont intervenus en réoccupant l'usine, bien déterminés à n'en sortir qu'en se battant, conscients de défendre leur outil de travail. Cette tentative de démantèlement de l'usine a échoué. Les travailleurs de Piron ont appris au cours de leur combat que l'on ne peut accorder aucune confiance à la bourgeoisie et qu'il est important de s'unir pour vaincre.

Correspondant Mortagne.

Correspondant Cochin

**luttés**

Depuis la rentrée de septembre, de nombreuses luttes se sont menées dans les grands magasins principalement sur l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Au mois de novembre, une semaine nationale est prévue dans ce secteur, et ceci à l'initiative de la fédération du commerce CGT. Il est clair que la fédération ne pouvait faire plus longtemps la sourde oreille à ce mouvement que réclament depuis plus d'un mois les employés. Mais les démarches faites par les employés d'Inno ou de Conforama et leurs sections syndicales, en vue de faire débrayer les magasins de leur région, en sont un exemple. Il est significatif aussi que cela intervienne au moment où les luttes les plus combattives viennent de se terminer. Néanmoins, il est important, pour les employés du commerce, de se saisir de cette semaine pour en faire une nouvelle base de départ pour les luttes à venir.

L'offensive de la classe ouvrière, en juin, a joué l'élément détonateur pour les luttes qui se sont menées à la rentrée dans les magasins. Et dans les luttes, les employés ont montré leur volonté de s'adresser à la classe ouvrière, pas seulement pour le soutien, mais aussi pour expliquer « la valse des étiquettes », les méthodes mises en œuvres pour « attirer » le client. Cette démarche n'est pas seulement le fait des employés des grandes surfaces mais aussi de ceux des banques, des assurances, etc... Elle pose donc la question de l'unité populaire contre la politique de crise de la bourgeoisie, unité qui se forge dans les luttes et autour de la classe ouvrière.

A l'occasion de cette semaine nationale d'action, il nous a semblé intéressant de publier les passages les plus significatifs des interviews que nous avons recueillies auprès des fédérations CFDT et CGT du commerce, même si nous sommes en désaccord sur différents points. Nous accompagnons ces interviews de quelques unes des remarques qu'ils appellent.

# GRANDS MAGASINS

## le point après deux mois de luttes

### semaine nationale d'action cgt et cfdt dans le commerce du 11 au 17 nov

Reportage et interviews de José GARCIA

**INTERVIEW DE DEUX RESPONSABLES DE LA FEDERATION DES SERVICES C.F.D.T.**

**Pouvez-vous expliquer les transformations qui se sont opérées ou qui s'opèrent dans le secteur des employés ?**

G : Il s'agit tout d'abord d'une restructuration, d'une industrialisation du secteur du commerce. La politique des patrons, c'est en fait d'éviter les temps morts. On étudie les heures et les journées où il y a le plus de clients, et on adapte les horaires en conséquence. Pour cela on fait appel à des employés embauchés à temps partiel, sous contrat indéterminé, ce qui donne des horaires de 9 h par semaine pour certaines équipes (le samedi), de 30 h pour d'autres etc... Si l'on regarde le nombre des effectifs tel qu'il existait avant ces transformations, et celui d'aujourd'hui, on constate qu'il n'a pratiquement pas changé. Mais tous les « temps morts » ont été supprimés, cela s'est accompagné d'un processus de déqualification, et de surqualification : déqualification pour les caissières, qui pouvaient s'occuper avant, des réassortiments d'un rayon, en participant pour certains articles au choix des commandes. Maintenant elles ne font que taper à la caisse toute la journée. Surqualification car cette transformation s'est accompagnée de l'apparition de nouvelles techniques en particulier l'informatique, donc l'embauche de « spécialistes » payés « grassement ».

**On remarque aujourd'hui que les employés des grands magasins partent en lutte en ordre dispersé...**

D : Tout d'abord il faut voir que ces transformations étant récentes (quelques années) ces employés ne pouvaient entrer en lutte de cette manière il y a quinze ans. Les luttes d'aujourd'hui sont la conséquence de cette transformation, étant donné qu'elle a été accompagnée d'une

dégradation importante des conditions de travail. Le syndicalisme s'est développé essentiellement après 68, et principalement dans les grands magasins. Il y a donc une faible implantation syndicale. On a à la fois un syndicalisme qui se développe et avec très peu d'expérience, et du personnel jeune qui démarre au boulot, qui se trouve confronté à un degré d'exploitation pratiquement identique à ce que pouvait être les conditions d'exploitations au début du siècle. C'est pour nous toutes les difficultés que nous rencontrons pour coordonner ces luttes.

G : Notre objectif c'est de donner aux sections syndicales les éléments d'analyse et de réflexion que nous possédons, pour que celles-ci puissent prendre véritablement des initiatives et de rompre avec un syndicalisme « dirigiste » qui ne tient pas compte des aspirations des employées au bénéfice de calcul politique électoral.

**INTERVIEW D'HELENE MABILLE SECRETAIRE GENERALE DE LA FEDERATION DU COMMERCE CGT**

**Pouvez-vous expliquer les transformations qui se sont opérées dans les grands magasins ?**

Tout d'abord il y a un phénomène de transformation, de modernisation, dans le commerce. Il y a à peu près quinze ans, le commerce concentré faisait 15 % du chiffre d'affaire national. Il fait actuellement environ 30 %. C'est ce qui explique la faible implantation syndicale. Le salaire moyen est au SMIC, avec une hiérarchie extrêmement écrasée et des conditions de travail qui se dégradent par la prolifération du personnel à temps partiel, sous contrat à durée indéterminée. Il y a effectivement, depuis la rentrée de septembre, un certain nombre de luttes, mais elles se heurtent à une

volonté des patrons de ne pas céder, encore que certaines soient couronnées de succès. Le fait qu'elles se tiennent dans des succursales multiples, dont la direction est à Paris occasionne des difficultés dans leur coordination. Tout le monde n'est pas prêt en même temps.

**Quelles sont les revendications mises en avant ?**

Pour nous il s'agit tout d'abord du SMIC à 1700 F. de l'établissement d'une grille hiérarchique, du 13ème mois, retour aux 40 heures sans perte de salaire, l'embauche du personnel à temps plein avec priorité pour les temps partiels. La retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes, la fermeture des magasins le dimanche et la conclusion pour les grands magasins d'une convention nationale.

**Comment voyez-vous les transformations possibles, de fond, pour résoudre ces problèmes ?**

Le problème de fond c'est la crise. D'abord nous venons de proposer à la C.F.D.T. et aux autres organisations syndicales une semaine nationale d'action du 11 au 17 novembre. Pour notre part à la C.G.T. nous expliquons à nos gens que les solutions immédiates ne suffisent pas, et qu'il faut un changement économique et politique profond. Nos propositions tendant à relancer la consommation intérieure par l'augmentation des salaires pour faire reculer le chômage, et faire échec à la hausse des prix, correspondent absolument à un secteur de consommation comme le notre. Le chiffre d'affaire a diminué de 2,5 % en un an. S'il y a eu des progrès dans le commerce, c'est bien sûr, du point de vue de ce que l'on a pu arracher socialement, mais aussi parce qu'il y avait du travail, c'est logique. Nous sommes donc les premiers concernés en tant que secteur de consommation à ce qu'il y ait une stimulation de la consommation intérieure comme en 68. C'est dans ce cadre que s'inscrit notre semaine nationale d'action.



Dans sa déclaration, la responsable de la fédération CGT du commerce souligne avec raison les transformations qui sont apparues dans le secteur commerce ces quinze dernières années. Aussi, il est surprenant de la voir affirmer que la relance de la consommation, augmentant le chiffre d'affaires pourra avoir quelques incidences sur l'amélioration des conditions de vie des employés. En effet, ceux-ci

ont pu remarquer que ces transformations dans le commerce sont liées à une dégradation des conditions de travail, accompagnée d'une augmentation importante du chiffre d'affaire (même si l'année dernière, il baissait de 2,5%). En vingt ans, les Nouvelles Galeries ont multiplié le leur par 25, et ce ne sont pas les employés qui en ont vu la couleur, bien au contraire. Néanmoins, comme le soulignait Hélène Mabilille, la

lutte pour l'augmentation des salaires est la seule voie qui permette de répondre aujourd'hui à l'inflation grandissante. En ce qui concerne la hiérarchie, nous constatons que dans les luttes importantes où nous nous sommes rendus (Inno, Mammouth, Printemps, etc...), ce mot d'ordre était absent des revendications, bien au contraire, les employés luttent contre le fossé déjà grand qui les sépare des cadres-

flics en réclamant des augmentations uniformes. Quant aux déclarations des deux responsables CFDT, elles montrent la volonté de développer dans leur secteur un syndicalisme démocratique ; c'est une action positive, tenant compte des aspirations des employés à ne pas servir dans leurs luttes les calculs électoralistes de tel ou tel parti, comme ils le soulignent eux-mêmes.

A la suite des luttes qui se sont déroulées dans les grands magasins, à la rentrée, de nombreux lecteurs nous ont écrit pour nous apporter leur témoignage, nous faire part de leur expérience. La page que nous publions aujourd'hui, devrait permettre d'avancer vers un premier bilan de ces luttes, de voir quels sont les obstacles à surmonter aujourd'hui. Aussi nous demandons aux camarades qui ont participé à ces luttes, à tous les lecteurs qui travaillent dans les grands magasins de continuer à envoyer leurs réflexions, leurs idées, pour qu'ensemble, nous puissions tirer les leçons et préparer les luttes de demain.

Chiffre d'affaires des Nouvelles Galeries de 1954 à 1973



**CONFORAMA RUNGIS : ILS ONT CEDE**

« On gagnait environ 1500 F pour 40 h, mais on faisait 47 h 1/2 par semaine. On est parti en grève pour la réduction du temps de travail, sans perte de salaire, le 13<sup>e</sup> mois, l'augmentation des salaires et la 5<sup>e</sup> semaine de congé payé. Le patron a essayé de nous isoler en contactant chaque gars séparément, mais il n'y est pas arrivé (il y en avait trois qui avaient repris le travail mais ils sont revenu rapidement avec nous). On a décidé alors de contacter les magasins les plus proches c'est-à-dire Maison Alfort, Kremlin Bicêtre et Colombes. La direction a menacé de fermer, car si la lutte continuait, elle disait qu'avec les « temps difficiles » ils feraient faillite. Nous on ne les a pas cru. Quant aux autres, ils ont eu certaines promesses verbales et ont repris. Nous nous voulions qu'ils cèdent un point c'est tout. On a occupé parce que CONFORAMA avait annoncé une semaine anniversaire. On n'a pas fait grève n'importe quand, on a choisi ce moment précis. Enfin ils ont cédé le 13<sup>e</sup> mois, la cinquième semaine de congé payé, la réduction du temps de travail, et l'augmentation des salaires. On a gagné parce qu'on n'a pas cru leur baratin sur la crise et que pour nous dans le syndicat, c'est tout le monde qui a droit à la parole ».

Mais en quoi la démarche de la fédération CFDT des services qui se matérialise souvent dans des documents d'analyses et de réflexions intéressants permet aux travailleurs du commerce de réaliser leurs aspirations à un mouvement plus large, moins dispersé, réalisant une large unité avec la classe ouvrière : aspirations clairement matérialisées à Inno, Conforama, Mammouth depuis la rentrée.

cinéma

«LA DERNIÈRE TOMBE A DIMBAZA»

télévision

programme

Le film, «la dernière tombe à Dimbaza» est actuellement projeté dans quelques salles à Paris. S'il est diffusé dans un cinéma de votre ville, il faut aller le voir. Tourné clandestinement en Afrique du Sud, il dresse un réquisitoire contre l'apartheid, ce système de lois racistes qui permet à la bourgeoisie impérialiste blanche sud-africaine de tenir sous sa botte un peuple à qui elle a ravi son pays. C'est un témoignage irréfutable de l'exploitation esclavagiste entretenue par des puissances impérialistes, des méthodes qu'elles emploient pour asseoir une domination qu'elles sentent ébranlée.

Deux millions de blancs, anglais pour la plupart, contre vingt deux millions d'Africains ; une horde impérialiste contre tout un peuple, c'est cela le système sud-africain.

Toutes les images le démontrent : le peuple est victime d'une exploitation dont la férocité dépasse l'imaginable. Lorsqu'ils ne les jugent pas «productifs», les négricrains déportent les Africains dans des territoires désertiques où ils doivent survivre. A cause de la sous-nutrition, cinq enfants sur dix meurent avant l'âge de 5 ans ! Le sort des travailleurs n'est guère plus enviable. Parqués dans des baraquements aux périphéries des villes : la souffrance se lit sur leurs visages. Un mineur, par exemple, en travaillant 60 H par semaine gagne en moyenne 130 F pour un an ! Et la mine, en Afrique du Sud, cela veut dire deux «accidents mortels» par jour.

Institutionnalisé par les règles de l'apartheid, le racisme codifie l'oppression que les requins im-

périalistes maintiennent à l'encontre du peuple dépossédé. Après 20 H, la loi prévoit que tout noir doit quitter le centre des villes et les lieux fréquentés par les blancs et doit rester dans l'habitat qui lui est attribué... Impôt spécial si l'on est noir, taxe spéciale pour les enfants noirs qui veulent suivre un enseignement, interdiction de voter, absence de tout droit : entrée interdite dans les magasins, les autobus et les parcs pour blancs, voilà autant de lois mises en vigueur par la bourgeoisie impérialiste, regroupées sous le principe raciste de l'apartheid.

A l'insoutenable de la misère du peuple vient s'ajouter le luxe injurieux dans lequel vivent les esclavagistes. On les voit au bord de leurs piscines, servis, inactifs, réunissant autour d'eux tout ce que la technique peut compter de

plus perfectionné. Rares sont ceux qui ne possèdent pas un avion ! De la misère du peuple, de leurs crimes, ils en tirent le revenu le plus haut du monde. Renault s'y est installée, avec Shell, Mobil, Volkswagen et bien d'autres : profiter d'une main d'œuvre à bon marché, c'est pour toutes ces compagnies une aubaine !

Maintenir une telle exploitation, cela demande une répression incessante de la part de l'Etat. Les emprisonnements se multiplient, les déploiements de force sont quotidiens. Le film le précise : «L'armement nécessaire à maintenir l'ordre est fourni en grande partie par l'étranger...» Et l'impérialisme français est dans les premiers pour exécuter cette sale besogne. En plus des armes automatiques, la France a livré un bon nombre d'avions mirages !

Pour autant, le peuple sud-africain se laisse-t-il dominer ? Les séquences qui montrent les travailleurs en grève nous prouvent le contraire : aujourd'hui un mouvement de révolte agite en profondeur les travailleurs. Malgré les menaces et la répression, des ouvriers sont en train de construire un mouvement qui aura raison de la domination impérialiste.

C'est sur la tombe d'un enfant, à Dimbaza que se termine le film. La tombe d'un enfant parmi des milliers d'autres, sur laquelle sa mère a déposé un biberon qu'on lui avait sans doute prêté dans un des rares postes de secours implantés dans les réserves, et l'on voudrait que ce soit un symbole, un appel pour une lutte qui doit être victorieuse. Et pourtant ce n'est pas l'impression qui reste dominante. Si ce film est riche d'éléments qui démontrent à quel point le système impérialiste est à exécuter, il n'en reste pas moins au stade du constat. Constat de racisme, constat de misère, mais pas d'appel à s'engager dans une transformation radicale par la lutte armée. En prenant presque comme cible unique, le racisme, sans démontrer de façon explicite en quoi c'est un moyen pour l'impérialisme de maintenir sa domination, il laisse finalement la porte ouverte aux solutions réformistes illusoires pour un peuple qui veut sa libération.

La tombe de Dimbaza est à voir pour ce qu'il est : un réquisitoire contre un régime esclavagiste, contre qui jusqu'à présent il avait été impossible d'avoir des preuves filmées.

Claude VILLARD



feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Résumé :

Norbert, ouvrier-tisseur à Lyon, est un des délégués que les tisserands ont élus pour négocier avec les patrons un tarif minimum pour leur travail.

daient que ces questions avaient effectivement été posées, mais que les marchands de paroles possédaient l'art de détourner la discussion pour l'empêcher d'aboutir et, qu'eux-mêmes, ne savaient plus que dire.

La spéculation est au courant de toutes les ruses. Ainsi la publicité existait pour les réunions du conseil municipal ; mais pour la rendre inutile, on avait organisé des ateliers nationaux soi-disant pour aider à la défense du pays, mais en réalité pour amuser les ouvriers. Les séances du conseil n'étaient fréquentées que par une tourbe d'agitateurs et d'avocassiers et, lorsque les conseillers ouvriers réclamaient la suppression des abus, leurs voix étaient étouffées.

Qu'on juge, par exemple, à quoi sert la science oratoire de ces Messieurs ?

Un jour, on discutait sur l'uniforme que l'on devait donner aux légionnaires. Ducard soutenait qu'on ne trouverait pas une assez grande quantité de draps d'uniformes. Les conseillers populaires répondaient que l'uniformité importait peu ; que ce qu'il fallait, c'était la qualité.

Si on ne peut pas les habiller tous avec la même symétrie, disaient-ils, on les habillera par bataillon, mais il faut donner du bon drap et des chaussures à l'épreuve à des hommes qui vont défendre la patrie.

Ducard et Leroyer l'emportèrent par leur éloquence, et l'on acheta pour nos légionnaires du molleton, et des chaussures dont la semelle était en carton ; au bout de quatre jours, ces malheureux marchaient

les pieds nus dans la neige, ce qui ne les empêcha pas, du reste, de se battre vaillamment.

Ces républicains en ruolz étaient subtils à la réplique, mais ils étaient d'assez piètres hygiénistes et de plus mauvais patriotes encore. Il n'y avait pas de vêtements plus malsains que le molleton pour l'hiver ; il ne garantissait pas contre le froid et s'il pleut, forme une éponge qui garde l'eau. Si le soldat couche à terre, il absorbe toute l'humidité du sol. Bref, le molleton fut pour la défense nationale, une invention parfaitement combinée pour la faire échouer. Et, cependant, les dépôts de draps d'Elboeuf abondaient à Lyon ; mais peu importe aux sangsues de la spéculation que nos armées soient vaincues ou victorieuses. Dans les deux cas, elles réalisent un bénéfice. Si nous sommes vainqueurs, les occupants trafiquent avec les dépouilles de l'ennemi ; si nous sommes vaincus, ils prétendent de l'argent pour payer le vainqueur. Dieu sait à quelles conditions ils perçoivent la rente de 100 francs pour un versement de 75 francs, ce qui fait qu'ils retirent un énorme bénéfice de notre défaite dès la première année.

Ayant l'intention de s'ennôler dans l'Ain où se trouve le père de sa femme, Norbert dessine, à traits précis, la vie d'un paysan de l'époque.

Enfin j'arrivai chez mon beau-père ; il était encore très vert malgré ses 78 ans ; il était veuf et vivait complètement seul ; il avait un fils de trente ans, qui venait d'être appelé dans l'artillerie - bien qu'il eût travaillé avec courage pendant

toute sa vie, il n'avait que des pommes de terre pour me recevoir.

En prenant la succession de son père, il avait accepté quelques dettes qu'il espérait pouvoir liquider chaque année à la prochaine récolte ; mais il n'arrivait pas à payer la rente. Tous les ans, il achetait, pour labourer ses terres, une paire de bœufs qu'il revendait maigre avec une grosse perte, ses dettes au lieu de diminuer, ne faisaient que s'accroître et il ne réussissait même plus à payer la rente ; enfin lui et sa famille travaillaient comme des désespérés sans pouvoir sortir d'une aussi pénible situation ; il vivait dans la crainte perpétuelle d'une saisie immobilière, lorsque les huissiers se présentaient, il faisait fièche de tout bois pour payer les intérêts.

Son fils aîné, en tirant au sort, amena un bon numéro ; mais il était fatigué de cette vie d'esclave et pour liquider sa dette, il se vendit 2 400 francs ; mais l'empereur ne donnait que 1 000 francs qui ne servirent que d'acompte. Le père lui passa une partie de sa propriété en vente ; mais ce sacrifice ne profita ni aux parents, ni aux frères ; il y eurt désormais deux bras de moins à la maison.

La fille qui devint femme, voulut, par la même raison que son frère, aller reprendre un état à Lyon. Le pauvre père resta avec un garçon d'une quinzaine d'années qui plus tard, après avoir tiré un bon numéro, se vendit comme son aîné pour acquitter les dettes. Celui-ci avait eu la jambe coupée à Sébastopol ; le second était encore à l'armée et la rente à payer courait toujours.

(A suivre)

LUNDI 3 NOVEMBRE

- TF 1
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS Feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LA MAISON DES OTAGES
- \* Film américain de W. Wyler
- 22 h 20 - LA TELE SOVIETIQUE
- 23 h 15 - JOURNAL et fin

- A 2
- 18 h 30 - FLASH JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LA TETE ET LES JAMBES
- 21 h 45 - ALAIN DECAUX RACONTE : Boris Godounov
- 22 h 45 - JOURNAL et fin

- FR 3
- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAM REGIONAUX
- 20 h 30 - PRESTIGE DU CINEMA : GARÇONNIERE POUR 4
- Film amér. de M. Gordon v.f.
- 22 h 20 - JOURNAL et fin

MARDI 4 NOVEMBRE

- TF 1
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS Feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - QUOI ? DE QUI ?
- 21 h 20 - CES ANNEES-LA - 1946-70
- 4<sup>e</sup> émission : 1949
- 22 h 20 - DE VIVE VOIX : Comment peut-on encore être patron ?
- 23 h 20 - JOURNAL et fin

- A 2
- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - DOSSIERS DE L'ECRAN : « La destalinisation en Pologne » LA VIE RECOMMENCE Film polonais de J. Morgenstern (v.o. ss.titrée.)
- 23 h 15 - JOURNAL et fin

- FR 3
- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
- 20 h 30 - LA LAME NUE Film amér. de Michael Anderson (v.f.)
- 21 h 55 - JOURNAL et fin

\* Quand «la mode rétro» sert Poniatowski.

C'est Poniatowski qui va être content ! La campagne pour le renforcement de l'encadrement policier continue à la télévision. Par le biais du rétro, pour soi-disant, nous faire redécouvrir le «charme d'Humphrey Bogart, IT 1 a choisi comme film, lundi soir, à 20 h 30 : «La prise d'otages». C'est de l'angoisse, du suspense, de la tension nerveuse des otages dont traite le film. C'est justement cela que la presse et les radios de la bourgeoisie mettent en avant lorsqu'ils réclament plus de flics aujourd'hui.

Voilà qui tombe à pic pour Poniatowski !

**international**

# SAHARA OCCIDENTAL tension au maghreb

SAHARA OCCIDENTAL

Les préparatifs de la marche d'invasion du Sahara occidental se poursuivent. Le fils d'Hassan II a présidé le départ d'un contingent, vendredi. C'est d'après les informations les plus récentes, demain que les 350 000 marcheurs doivent se diriger vers El Aïun, capitale du pays.

Du côté espagnol, le gouvernement espagnol a fait savoir après la rupture des pourparlers maroco-espagnols, qu'il utiliserait la légion pour interdire l'entrée du Sahara occidental aux marcheurs.

Cependant, Juan Carlos a fait spécialement le déplacement à El Aïun, capitale du Sahara occidental, pour affirmer aux troupes espagnoles que « tout sera fait pour que l'armée conserve son prestige intact ».

Selon certaines informations, le gouvernement algérien aurait fait savoir que tout règlement ne tenant pas compte des résolutions de l'ONU serait un motif de guerre.

**UNION SACRÉE AUTOUR DE HASSAN II**

Non seulement Hassan II revendique le Sahara occidental, mais en plus ses alliés, renchérissant sur la marche, revendiquent une partie du territoire algérien. Le parti d'opposition bourgeoise « l'Istiqlal » affirme que « l'Algérie a annexé arbitrairement Tindouf (...) Aujourd'hui, il faut ramener les choses à leur place ». En d'autres termes les revendiquer. L'un des proches d'Hassan écrivait dans Maroc-Soir que « la souveraineté du Maroc devait s'exercer depuis la Méditerranée jusqu'au fleuve Sénégal et depuis l'Atlantique jusqu'au Sahara central... jusqu'à In Salah », soit toute la Mauritanie et la plus grande partie du Sahara algérien.

Une intense campagne anti-algérienne est développée par tous les organes de presse et d'information au Maroc.

**LES POSITIONS ALGÉRIENNES**

De son côté, « le gouvernement algérien n'élève aucune revendication territoriale sur le Sahara occidental », rappelait récemment, à l'ONU, le délégué de l'Algérie. Il poursuivait : « L'Algérie suit avec la plus grande attention la progression des événements et elle a su montrer jusqu'à présent la plus grande modération, malgré l'hostilité manifeste (...) de certains gestes aussi inexplicables qu'inattendus. »

A tous moments, le gouvernement algérien a affirmé son soutien aux résolutions de l'ONU qui prévoient l'autodétermination du peuple sahraoui.

**dans les rues d'Alger**

De notre envoyé spécial, l'ambiance à Alger reste calme bien que les gens restent très attentifs à l'évolution de la situation.

Des meetings d'informations se tiennent un peu partout, Constantine, Oran, Blida. Les masses écoutent attentivement sans qu'il y ait de manifestations anti-marocaines. On ne confond pas Hassan II et le peuple marocain.

A Bolaghine, près de Bab el Oued les conversations vont bon train. Hassan osera-t-il attaquer le Sahara ? C'est vrai qu'il revendique aussi Tindouf et Tamanrasset ? Tu crois qu'il va y avoir la guerre ? Un jeune arrive. Il a appris que les conducteurs de poids lourds d'une grande compagnie algérienne étaient réqui-

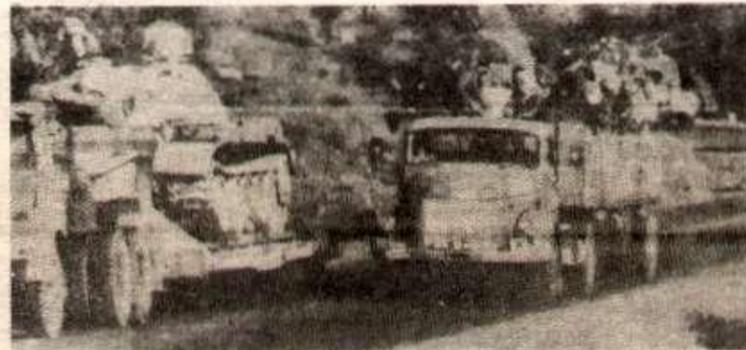
sitionnés. Une femme s'inquiète du sort de son mari, militaire coopérant en Mauritanie, se voit gentiment rabrouée par sa collègue qui lui dit que de toutes façons ce n'est pas seulement son mari mais tous les hommes et toutes les femmes qui pourraient être concernés.

Dans les cafés on lit attentivement les journaux. Deux ouvriers qui vont bientôt partir en France me disent : « Je ne comprends pas très bien pourquoi Hassan veut faire cette marche, le Sahara ne lui appartient pas, à nous non plus. Je crois qu'il y a les Américains et les Français derrière qui l'appuient. Je ne crois pas qu'il y aura la guerre. » Son compagnon le coupe : « Si, il peut y avoir la guerre, c'est pour le pétrole que Hassan veut la marche verte. Pour ça, il est prêt à tout. Si on peut régler pacifiquement, c'est mieux, mais tu sais, après un bout du Sahara, un bout de l'Algérie. Alors, dis-toi, on ne laissera pas faire tout ça. »

Chaque jour retrouve les gens à discuter des problèmes que rencontre l'Algérie dans son développement ; le problème du Sahara occidental est là parmi d'autres. Pour le moment le calme règne, mais la riposte peut être vive.

Tobias ENGEL.

Un char marocain pour la «marche pacifique»



**PALESTINE OCCUPÉE : lutte armée**

Des combattants palestiniens de Fath ont mené une opération en Palestine occupée contre la colonie « Ashmora » à l'Est du Jourdain. Une bataille s'est déroulée pendant huit heures, ce qui a amené, pour les sionistes, des pertes humaines et matérielles, dont un hélicoptère. Les combattants palestiniens ont perdu deux de leurs camarades, et cinq autres ont été fait prisonniers.

**CANAL DE SUEZ : cargaison sioniste**

Dimanche, le premier cargo en direction de l'Etat sioniste est passé par le canal de Suez. C'est la première fois depuis la création de l'Etat sioniste que l'Etat égyptien accepte une concession aussi importante aux sionistes. Cette concession est l'application directe de l'accord égypto-sioniste de septembre dernier. Cet accord que l'OLP a qualifié de trahison permet une intervention de plus en plus marquée de l'impérialisme américain dans les pays arabes. Cette mesure (passage des cargos en direction d'Israël) a été acceptée par le régime égyptien pour montrer aux Américains qu'il a de « bonnes intentions » vis-à-vis d'Israël pour que les Etats Unis lui fournissent ce dont il a besoin.

# LIBAN tel-aviv appelle a la croisade

Durant la semaine passée, les phalangistes ont bombardé sauvagement le quartier de Sabra ; dans ce quartier se trouvent la plupart des bureaux de l'OLP et la population palestinienne y est nombreuse. Cette attaque visait à faire intervenir la Résistance dans le conflit, pour confirmer leur thèse disant que la Résistance participe aux combats. Mais l'OLP a toujours déclaré qu'elle ne voulait pas intervenir dans le conflit libanais et récemment, dans une lettre adressée à Kadhafi, Arafat déclarait : « Un complot est dirigé contre la Résistance Palestinienne. Ce complot suit deux voies : la première visant à affaiblir la Résistance en l'obligeant à combattre au Liban, ce complot est appliqué au Liban par les forces isolationnistes et traîtres au Liban » (les Phalanges) ; la deuxième voie étant l'accord égypto-sioniste.

Ces nouvelles viennent confirmer deux choses : d'une part, la Résistance Palestinienne n'est pas responsable des incidents au Liban, n'intervient pas dans les affaires intérieures du Liban ; son combat est pour la libération de sa patrie de l'ennemi sioniste. D'autre part, les provocations armées des Phalanges, même si elles frappent principalement les masses libanaises, visent au-



Dans les rues de Beyrouth

delà la Résistance Palestinienne, ses activités au Liban, son unité avec le peuple libanais. Elles servent en fin de compte les buts de l'Etat sioniste.

D'ailleurs, les forces « isolationnistes et traîtres » reçoivent l'appui des sionistes. Pendant qu'ils provoquent toujours des incidents à l'intérieur du Liban, Rabin, lui, de son côté, lance un appel à une croisade occidentale pour soutenir « les chrétiens du Liban ». Cette idée de croisade est lancée au moment où les Phalanges commencent à se sentir isolées : après les manifestations de masses qui se

sont déroulées au Liban, maintenant les masses libanaises prennent l'initiative de rayer de leur carte d'identité la confession à laquelle elles appartiennent. D'autres mesures sont prises par les sionistes dans le cas d'un affaiblissement militaire des Phalanges. Une concentration militaire sioniste le long de la frontière. Ces mesures montrent l'unité de la politique américaine qui vise à affaiblir la Résistance pour faire passer leurs « solutions ». D'une part, par les provocations phalangistes au Liban, d'autre part, par les menaces sionistes sur la frontière.

**PORTUGAL : arsenal occupé**

Les contradictions entre le sixième gouvernement et les masses populaires continuent à se manifester principalement sur les questions de l'armée.

Le 31 octobre, l'assemblée des délégués des régiments de Lisbonne s'est prononcée contre la démobilisation massive immédiate de 18 % des soldats, mesure qui vise au démantèlement des unités progressistes, parallèlement à la mise en place d'une armée de professionnels recrutés parmi les mercenaires de retour de l'Angola. Cette première tranche serait suivie d'une autre démobilisation touchant 9 % des troupes, le 9 décembre.

Cependant, devant les tentatives faites pour les désarmer, ces mêmes soldats ont occupé le principal arsenal de Lisbonne.

Dans le même temps, les rumeurs de coup d'Etat de droite continuent à être agitées, aussi bien par le PCP que par le PS, qui y voient, chacun de leur côté, la possibilité de tromper les masses en les rassemblant autour de son drapeau : le PCP en vue de refaire le terrain perdu, et de reconquérir son pouvoir, le PS en vue de raffermir le pouvoir d'un sixième gouvernement provisoire durement ébranlé par la lutte des masses populaires.

**O.L.P. : un bureau à Paris**

Le gouvernement français a autorisé l'ouverture, à Paris, d'un bureau d'information et de liaison de l'Organisation de Libération de la Palestine. Après la reconnaissance par de nombreux pays de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien, après la réception triomphale réservée à Yasser Arafat par les pays du Tiers Monde à l'ONU, il s'agit d'une nouvelle victoire diplomatique de la Résistance Palestinienne. Comme l'a souligné Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP à Paris, il s'agit d'une « confirmation internationale de la représentativité de l'OLP ».

Il convient cependant de rester vigilant : la décision du gouvernement français n'implique en effet pas la reconnaissance d'un statut diplomatique au représentant de l'OLP. Le souvenir de Mahmoud Hamchari, assassiné en plein Paris par les bandes sionistes, et dont les assassins n'ont fait l'objet d'aucune poursuite, est trop vivant au cœur des anti-impérialistes français pour qu'ils laissent se créer à nouveau une situation où de semblables faits pourraient se reproduire.

Enfin, la diplomatie française ne cache pas son espoir de contribuer à amener l'OLP sur des positions plus « modérées », de renonciation aux droits fondamentaux du peuple palestinien. Vain calcul, effectué par bien d'autres avant elles, et qui s'est toujours heurté à la ferme détermination du peuple palestinien à poursuivre sa lutte jusqu'à la victoire.